

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/30629]

**Vérification électronique de l'exemption de T.V.A.  
visée à l'article 42, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code de la T.V.A.**

Vu l'article 42, § 3, alinéa 2, du Code de la T.V.A.;

Vu les dispositions relatives à la facturation reprises dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, et dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

Aux fins de l'application de l'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa premier, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code de la T.V.A. et dans le respect de l'ensemble des conditions mentionnées ci-dessous, une firme accréditée peut rédiger un E-certificat comportant le résultat de la vérification automatique par le SPF Finances d'une demande d'exemption suite à un échange électronique de données. L'utilisation des documents 450 et 451 n'est dorénavant plus autorisée par les bénéficiaires de l'exemption visés à l'article 42, § 3, alinéa premier, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

1. L'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa premier, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code de la T.V.A. ne peut être accordée qu'à une mission diplomatique ou à un poste consulaire et à leur personnel (ci-après dénommé bénéficiaire) qui peut se prévaloir de l'exemption dans les conditions et limites prévues à cet effet et sur base de la délivrance d'une facture régulière qui lui est délivrée :

- a) par le fournisseur ou le prestataire de service,
- b) ou éventuellement par un tiers qui agit au nom et pour le compte du fournisseur ou du prestataire des services susmentionné.

Dans tous les cas, pour chaque opération imposable, l'identité du bénéficiaire qui revendique l'application de l'exemption doit pouvoir être démontrée.

Pour cette raison, des tickets de caisse (anonymes) sur base desquels une facture récapitulative est établie ne sont pas suffisants. Dans ce cas, d'autres pièces justificatives valables (par exemple, les documents de paiement) sont à soumettre.

Sur cette facture ne peuvent être contenues qu'au maximum les opérations d'un mois calendrier; si les opérations se sont déroulées sur une période plus longue qu'un mois, alors il doit être établi au moins une facture par période d'un mois.

Pour que l'exemption s'applique, il convient que le montant faisant l'objet d'une demande soit au minimum de 125 EUR, T.V.A. excl., pour usage officiel et de 50,00 EUR, T.V.A. excl., pour usage personnel, par livraison ou par prestation de services, réalisée le même jour auprès du même fournisseur ou prestataire de service.

Les seuils pour usage officiel et personnel seront évalués au plus tard le 31 décembre 2018, en tenant compte des conditions économiques et budgétaires. Dans le cadre de cette évaluation, il sera examiné aussi s'il est pertinent d'introduire un plafond pour certaines catégories de produits.

2. Pour chaque demande approuvée en rapport à une opération imposable pour laquelle l'exonération de T.V.A. est invoquée en vertu de l'article 42, § 3, alinéa premier, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code de la T.V.A., la firme accréditée doit traiter systématiquement les informations suivantes et les conserver (pendant la durée prescrite à l'infime des points 2, 9 et 11 ci-dessous) et doit être en mesure, à tout moment, de transmettre, par voie électronique, ces informations au service compétent du SPF Finances :

- a) le numéro de dossier et le nom du bénéficiaire tels qu'enregistrés auprès de la Direction du Protocole du SPF Affaires étrangères, accompagnés de son adresse;
- b) le cas échéant, les dates de début et de fin de fonction du bénéficiaire;
- c) le numéro d'identification à la T.V.A. précédé des lettres BE, la dénomination et l'adresse de l'assujéti qui a effectué l'opération imposable;
- d) le numéro de dossier et le nom de la personne compétente lorsque le bénéficiaire est une mission diplomatique ou un poste consulaire enregistré par la Direction du Protocole du SPF Affaires étrangères;
- e) la date et le numéro de la facture;
- f) le numéro de vérification (qui est le résultat du contrôle électronique direct par le SPF Finances qui permet l'exemption de la transaction) et la date;
- g) par opération imposable, le montant de la T.V.A. et la base d'imposition pour laquelle l'exemption a été accordée;
- h) le montant total de la facture (T.V.A. incluse);
- i) une description (par les codes repris ci-dessous) de la nature des biens et/ou des services achetés, d'après la liste préalablement déterminée et établie par le service compétent du SPF Finances :

Code A	Usage Officiel Catégorie	Code B	Usage personnel Catégorie
1	TV & audio	1	Vêtements
2	Electro (machine à laver, Frigos...)	2	Chaussures
3	Multimedia (computer, ...)	3	Articles pour enfants
4	Téléphonie (téléphone, gsm, smartphone...)	4	Bijoux et horloges
5	Meubles et aménagement	5	Sacs, valises et accessoires
6	Système d'alarme mobile ou non	6	Cosmétiques et parfum
7	Articles ménagers	7	TV & audio
8	Articles de bureau	8	Electro (machine à laver, Frigos...)
9	Livres et périodiques	9	Multimedia (computer, ...)
10	Moyens de transport (si l'inscription à la DIV n'est pas obligatoire)	10	Téléphonie (téléphone, gsm, smartphone...)
11	Pièces de rechange pour des biens exemptés	11	Meubles et aménagement
12	Outils et matériel de jardinage	12	Système d'alarme mobile

Code A	Usage Officiel Catégorie	Code B	Usage personnel Catégorie
13	Prestations de services pour des biens en exemption	13	Articles ménagers
14	Service de déménagement	14	Articles de bureaux
15	Services et travaux pour des adresses officielles (*)	15	Livres et périodiques
16	Services location de moyens de transport à court terme	16	Moyens de transport (si l'inscription à la DIV n'est pas obligatoire)
17	Services de secrétariat social	17	Pièces de rechange pour des biens exemptés
18	Services des interprètes et traducteurs	18	Optique (montures, lentilles, jumelles, etc., et produits d'entretien)
19	Services des avocats et notaires	19	Outils et matériel de jardinage
20	Services de formation	20	Sport et loisirs
21	Participation à des séminaires	21	Services en rapport à des biens exemptés
22	Services de bureaux d'intérim	22	Services de soins personnels
		23	Services de déménagement
		24	Services d'avocats et de notaires relatifs à des biens et services exemptés
		25	Services de formation

(\*) : dans la mesure où la base d'imposition ne dépasse pas le montant de 2.500,00 euros

Le service compétent du SPF Finances doit avoir, à tout moment, un accès électronique et direct au système informatique de la firme accréditée, dans lequel les données mentionnées ci-dessus sont traitées et stockées, pendant une période de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la période imposable à laquelle ces données se rapportent.

En cas de force majeure, en particulier dans le cas où le système informatique de la firme accréditée ne permettrait pas au service compétent du SPF Finances à titre exceptionnel et temporaire l'accès électronique et direct de l'information susmentionnée, alors les informations demandées doivent pouvoir être transmises par cette firme accréditée sur demande du SPF Finances, dans un format texte lisible au plus tard dans les 7 jours ouvrables suivant la date de chaque demande. Cette demande peut être faite oralement, par écrit ou par courriel.

Pour l'archivage électronique des factures traitées et des E-certificats remis, il est requis une période de conservation de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit leur date d'émission.

3. Dans le système informatique de la firme accréditée doivent être intégrés au moins les contrôles directs et les fonctionnalités suivants :

a) vérification automatique et systématique si le bénéficiaire est enregistré comme tel par la Direction du Protocole du SPF Affaires étrangères et s'il peut ainsi se prévaloir de l'exemption de T.V.A. (entre autres par la comparaison avec la liste des bénéficiaires, qui à la demande du SPF Finances, ont été bloqués);

b) vérification automatique et systématique de la validité de la structure du n° d'identification à la T.V.A.;

c) la vérification automatique et systématique des limites établies de l'exemption, avec entre autres la nécessité d'avoir une facture régulière;

d) la détection de signaux d'alerte possibles, comme l'incompatibilité entre la base d'imposition et le montant de la T.V.A., une fréquence anormale des opérations imposables par le bénéficiaire dans un court laps de temps, des montants importants mentionnés sur les factures, la double utilisation de pièces justificatives aux fins de l'obtention d'un double remboursement injustifié, (pour cette raison la firme accréditée apposera sur la facture une indication précise comme quoi la T.V.A. a été remboursée);

4. Les missions diplomatiques et postes consulaires visés à l'article 42, § 3, alinéa premier, sont informés par la firme accréditée à propos de toutes les affiliations pour les besoins de l'usage officiel ou personnel par un bénéficiaire qui, en raison de sa fonction dans l'une de ces missions diplomatiques et postes consulaires, peut invoquer l'exemption de T.V.A. visée à l'article 42, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code de la T.V.A.. Cette notification est faite au moins une fois par mois.

Le bénéficiaire autorise, suite à la conclusion d'un accord de coopération, une firme accréditée de son choix à établir les E-certificats et à récupérer la T.V.A. payée du fournisseur, ou du prestataire de service et ce pour les opérations pour lesquelles un E-Certificat peut être demandé.

Dans le cadre de la présente, les parties déterminent de concert quels services l'accord de collaboration contient, étant entendu que la délivrance d'un E-Certificat et que le remboursement des montants de T.V.A. revenant au bénéficiaire font partie d'un service de base que chaque firme accréditée fournit gratuitement.

Afin d'éviter un éventuel double emploi, il ne peut être conclu à la fois qu'un seul accord de coopération entre un bénéficiaire et une firme accréditée. Si un bénéficiaire veut changer de firme accréditée, alors il devra respecter une période transitoire de deux mois suivant le mois au cours duquel la notification de sa requête a eu lieu auprès de la firme accréditée concernée.

Après l'expiration des deux mois, toutes les opérations, quelle que soit leur date de réalisation, seront traitées par la nouvelle firme accréditée choisie.

Ladite procédure doit être explicitement incluse dans l'accord de coopération. A la date d'entrée en vigueur de la présente communication, tous les accords de coopération existants seront renouvelés avec renvoi explicite aux dispositions de la présente communication.

Chaque firme accréditée est tenue d'informer l'Administration sans délai de :

- toute renonciation de l'accord de coopération par un bénéficiaire,
- tout nouvel accord conclu avec un bénéficiaire.

L'intervention simultanée éventuelle de plusieurs firmes accréditées pour un même bénéficiaire a pour effet que l'exonération prévue à l'article 42, § 3, alinéa premier, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code de la T.V.A. ne peut pas être appliquée. Dans ce cas, l'autorité compétente décidera quelle firme accréditée peut agir pour le bénéficiaire sur la base des accords de coopération.

Les firmes accréditées fournissent au service compétent du SPF Finances, un fichier avec les bénéficiaires qui leur sont affiliés et la date de démarrage de l'accord de coopération conclu avec eux. La date de démarrage de l'accord ne peut pas précéder la date de la première accréditation.

5. Pour chaque demande approuvée, la firme accréditée informe le bénéficiaire que le E-certificat a été délivré au fournisseur ou au prestataire de services concerné à l'appui de son facturier de sortie comme justificatif de l'exemption de la T.V.A.

6. Le E-certificat contient au moins les informations suivantes :

- a) A1 - Code de vérification + date,
- b) B11 - Nom du bénéficiaire,
- c) B12 - Numéro de dossier,
- d) B13 - Rue, numéro, code postal, commune,
- e) B21 - Nom du fournisseur ou du prestataire de services,
- f) B22 - Numéro de T.V.A. du fournisseur ou du prestataire de services précédé des lettres BE,
- g) B23 - Rue, numéro, code postal, commune,
- h) C1 - Mention de la catégorie des biens et/ou services achetés (voir point 2.i) ,
- i) C2 - Date de la facture,
- j) C3 - Numéro de la facture,
- k) C4 - Base d'imposition,
- l) C5 - Montant de T.V.A.,
- m) Nom de la firme accréditée, ainsi que le numéro et la date de l'accréditation,
- n) adresse internet où l'authenticité du document peut être vérifiée au moyen du code de vérification,
- o) données de contact du service compétent du SPF Finances.

7. Le E-certificat stipule que :

- a) le document est l'un des documents prescrits qui formalisent une demande d'exonération de la T.V.A.;
- b) le fournisseur ou prestataire de services mentionné au B21 doit vérifier sur le E-certificat si :
  - les produits et/ou prestations de services peuvent être pris en considération pour l'application de l'exemption de la T.V.A. (voir la liste des biens et services exclus) ;
  - le destinataire de la facture correspond au bénéficiaire mentionné dans le B11 et est aussi l'acheteur réel;
  - les données de l'adresse renseignée au B13 correspondent aux données renseignées sur la facture et le cas échéant aussi avec l'adresse de livraison;
  - relativement à l'entretien, la réparation ou aux accessoires pour un véhicule à moteur, lequel doit obligatoirement être immatriculé à la DIV, une copie du certificat d'immatriculation du véhicule est ajoutée de telle sorte qu'il peut être vérifié que le code (E ou E.1), à côté ou sous le numéro de châssis, se termine par 4 ou 5.

8. En concluant un accord de coopération pour le traitement de la procédure d'exemption, la firme accréditée a, en toutes les hypothèses, qu'elle intervienne dans le cadre d'un service de base dont question au point 4, troisième alinéa, de la présente, ou non, une grande responsabilité envers le bénéficiaire et envers le fournisseur ou le prestataire de services en ce qui concerne la vérification de l'intégrité et de l'exactitude du contenu du E-certificat en vérifiant l'opération taxable et la facture en conséquence émise dans le respect des exigences légales. S'il est constaté que la firme accréditée fait systématiquement des erreurs, son accréditation peut, le cas échéant, être retirée pour une durée indéterminée.

Les données concernant les bénéficiaires et leurs achats, obtenues par la firme accréditée dans le cadre de l'exécution des procédures pour créer un E-certificat, ne peuvent être utilisées que dans ce contexte.

9. La firme accréditée remet pour chaque fournisseur ou prestataire de services, et ce par bénéficiaire un aperçu des montants de T.V.A. reçus du fournisseur ou du prestataire de services et remboursés au bénéficiaire auxquels sont liés des E-certificats. Elle lui remet également un aperçu des E-Certificats pour lesquels aucun remboursement à la firme accréditée n'a été effectué.

Cet aperçu est transmis mensuellement et au plus tard le 5<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel la facture a été reçue par la firme accréditée directement au fournisseur ou prestataire de services respectif, pour permettre à ce dernier de vérifier la validité des E-Certificats remis afin de satisfaire aux obligations fiscales pour ces opérations. Seul le E-certificat avec preuve de paiement de la taxe versée à la firme accréditée peut en effet être utilisé par le fournisseur pour démontrer l'exonération de la T.V.A.

La firme accréditée envoie au bénéficiaire, mensuellement et au plus tard le 5<sup>e</sup> jour ouvrable du mois suivant celui au cours duquel le E-certificat a été délivré, un aperçu des opérations pour lesquelles elle est intervenue pour la rédaction d'un E-certificat avec mention selon laquelle la T.V.A. a, le cas échéant, été déjà remboursée.

Le service compétent du SPF Finances sera aussi informé des renseignements susmentionnés dans les mêmes délais.

Ces pièces justificatives doivent également être soumises à la période de conservation qui est de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit leur date d'émission.

10. Les montants de T.V.A. reçus par les fournisseurs et/ou prestataires de services en rapport aux transactions donnant lieu à l'application de l'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup> du Code de la T.V.A., au moyen de la remise d'un E-certificat doivent être reversés aux firmes accréditées sur un compte bancaire à son nom au plus tard à la fin du deuxième mois suivant le mois au cours duquel a eu lieu l'opération imposable.

Par contre, nonobstant l'existence de cet accord de coopération, la T.V.A. doit être remboursée directement par le fournisseur ou par le prestataire de services au bénéficiaire dans les cas où l'exonération est soumise à la validation du certificat d'exonération de la T.V.A. et/ou droits d'accise par l'administration fiscale compétente et le E-Certificat ne peut pas être utilisé. Tel est le cas pour :

- Achat de véhicules,
- Achat de bâtiments, acquisition de droits réels sur les bâtiments et les travaux immobiliers,
- Livraisons continues d'eau, de gaz, d'électricité et de télécommunications et de télédistribution,
- Fourniture de biens et services liés aux événements officiels ainsi que les fournitures de nourriture de nourriture et boissons et les services de restaurants et de catering,
- Charges communes de bâtiments officiels et travaux immobiliers pour autant que l'assujetti agisse comme un syndicat d'immeuble sans droit à déduction pour les charges susmentionnées (décision ET 75.574 du 06.06.1999),
- Livraison de biens et prestation de services qui apparemment ne peuvent être pris en considération pour l'usage officiel (par ex. des vêtements),
- Livraisons de biens et prestations des services pour l'usage officiel des consulats honoraires (décision ET 82.321 du 12.04.2007).

11. Si les délais mentionnés ci-dessus n'ont pas été respectés, par exemple, entre autres, parce que la facture a été émise et remise tardivement à la firme accréditée ou lorsque le E-certificat a été remis tardivement au fournisseur ou au prestataire de services alors, le remboursement doit avoir lieu au plus tard le dernier jour du mois suivant lequel le E-certificat a été communiqué.

La firme accréditée, qui, en exécution de l'accord de coopération, fournit d'autres services que le service de base comme explicité au point 4, troisième alinéa de la présente, doit, à son tour, rembourser au bénéficiaire les montants de T.V.A. reçus des fournisseurs ou des prestataires de services dans les sept (7) jours ouvrables suivant la date de la réception de la T.V.A.

La firme accréditée qui, en exécution de l'accord de coopération, ne fournit que le service de base comme explicité au point 4, troisième alinéa de la présente, doit restituer à son tour au bénéficiaire le montant de T.V.A. qu'elle a reçu du fournisseur ou du prestataire de service dans les 6 mois de leur réception.

S'il est constaté que la firme accréditée dépasse régulièrement ce délai, son accréditation peut, le cas échéant, être retirée temporairement.

Tous les remboursements dans ce cadre sont réalisés sur un compte bancaire au nom du bénéficiaire et en aucun cas en espèces.

Les E-certificats et les remboursements qui en découlent ne peuvent se référer qu'à des opérations de l'année en cours et de l'année précédente.

Concernant ces deux types d'opérations, les pièces justificatives doivent être conservées dans le chef du fournisseur ou du prestataire de service et de la firme accréditée pendant une période de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit leur date d'émission.

12. Les firmes qui souhaitent obtenir le statut de firme accréditée peuvent soumettre une demande d'autorisation à l'autorité compétente suivante au sein du SPF Finances :

SPF Finances  
Administration générale de la Fiscalité  
Services centraux  
Expertise opérationnelle et Support  
Services Relations internationales-Expertise  
North Galaxy A24  
Boulevard du Roi Albert II 33 boîte 25  
1030 BRUXELLES  
vat.diplomat@minfin.fed.be

La demande doit être introduite au moins trois mois avant la période pour laquelle l'accréditation est demandée. Pour les demandes introduites dans le mois qui suit la date de publication de cette décision ce délai de trois mois n'est pas d'application.

Le service compétent du SPF Finances vérifie si le requérant satisfait aux conditions et qualifications susmentionnées. Dans tous les cas, il est requis du candidat pour devenir une firme accréditée de répondre aux conditions suivantes (liste non exhaustive) :

- a) être établi en UE,
- b) avoir un n° d'identification à la T.V.A. qui contient les lettres BE pour l'application de la présente décision en rapport aux échanges électroniques de données pour l'exemption de la T.V.A. visée à l'article 42, § 3, alinéa 1, 1° et 2°, du Code de la T.V.A.,
- c) être en ordre avec la législation fiscale,
- d) n'avoir aucun membre du personnel qui est en possession d'une carte d'identité spéciale délivrée par la Direction du Protocole du SPF Affaires Etrangères,
- e) disposer d'un n° de compte bancaire au nom de l'assujéti à qui le n° de T.V.A. susmentionné a été attribué,
- f) les administrateurs ne peuvent pas être en faillite ou être en état d'insolvabilité. La firme accréditée doit présenter avec la demande un registre des actionnaires ou la liste des bénéficiaires effectifs (registre UBO) au minimum des 5 dernières années ou les présenter à la simple demande de l'Administration. Les actionnaires de la firme accréditée ne peuvent pas avoir encouru une condamnation correctionnelle et /ou une interdiction d'exercer leur profession ou avoir été concernés par une faillite ou une procédure d'insolvabilité,
- g) l'accord de coopération doit être en harmonie avec la présente décision et, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, est d'application. L'accord doit mentionner que les données rassemblées ne seront seulement utilisées que pour l'application de l'exemption et qu'elles ne feront en aucun cas l'objet d'une vente ou d'une mise à disposition au profit de tiers,
- h) le E-certificat est rédigé selon le modèle que l'autorité compétente a mis à disposition,
- i) la firme candidate doit disposer des équipements nécessaires pour :
  - établir les aperçus mensuels,
  - communiquer à l'autorité compétente les noms des clients avec qui ils ont un accord de coopération et les modifications,
  - sécuriser vis-à-vis de tiers toutes informations dont il dispose.

L'accréditation est donnée, le cas échéant, pour une période maximale de six années calendrier consécutives, et sera répartie sur trois approbations consécutives:

- 2 ans pour la première accréditation avec une validité maximale jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de la première autorisation,
- 4 ans pour la seconde accréditation valable jusqu'au 31 décembre de la 4<sup>e</sup> année qui suit celle de sa délivrance,
- 6 ans pour la troisième accréditation valable jusqu'au 31 décembre de la 6<sup>e</sup> année qui suit celle de sa délivrance.

La procédure de renouvellement de l'accréditation est la même que celle applicable pour la première demande d'accréditation.

Après la troisième accréditation, la reconnaissance est attribuée, le cas échéant, pour une période chaque fois de 6 ans.

L'autorité compétente au sein du SPF Finances peut, à tout moment, exprimer l'intention motivée de retirer l'accréditation lors du changement profond parmi les éléments de la demande d'accréditation ou lorsque une ou plusieurs des qualifications et conditions d'agrément fixées ne sont plus remplies. L'autorité compétente au sein du SPF Finances signifie, dans ce cas, son intention motivée de retirer l'autorisation par lettre recommandée à la firme accréditée. Si la firme accréditée ne donne pas une suite satisfaisante aux remarques formulées l'autorité compétente au sein du SPF Finances peut par lettre recommandée retirer l'autorisation temporairement ou définitivement.

Au terme de la procédure d'appel, le cas échéant, une décision définitive de révocation de l'accréditation est prise par le Service de conciliation fiscale. Cette décision est adressée par lettre recommandée à la firme accréditée et par courrier ordinaire au service compétent au sein du SPF Finances.

L'autorité compétente au sein du SPF Finances peut aussi mettre un terme à l'accréditation à la demande de la firme accréditée. Si tel est le cas, alors il faut que cette demande se fasse par lettre recommandée au moins deux mois avant la date de cessation effective auprès de l'autorité compétente au sein du SPF Finances. Jusqu'à la date effective de cessation, la firme accréditée doit assurer la continuité de son service.

Les dispositions de ce message sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> août 2017.

Jusqu'à et y compris le 31 décembre 2017, il est prévu une période transitoire qui doit permettre aux missions diplomatiques, aux postes consulaires et à leur personnel de s'adapter à ces prescriptions. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 les documents 450 et 451 ne seront plus des pièces justificatives valables pour l'application de l'exemption prévue à l'article 42, § 3, alinéa 1, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code de la T.V.A.

Cette communication remplace celle publiée dans le *Moniteur belge* du 14 mai 2014.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/30629]

### Elektronische verificatie van de vrijstelling van btw bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Btw-Wetboek

Gelet op artikel 42, § 3, tweede lid, van het Btw-Wetboek;

Gelet op de bepalingen inzake facturatie opgenomen in artikel 1, 11<sup>o</sup>, en artikel 5, § 1, 10<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

Voor de toepassing van de vrijstelling bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Btw-Wetboek kan, onder de hierna opgesomde voorwaarden, een daartoe gemachtigde onderneming een E-certificaat opmaken met het resultaat van de automatische verificatie door de FOD Financiën van een aanvraag voor vrijstelling na een elektronische uitwisseling van gegevens. Het gebruik van de documenten 450 en 451 is hierbij niet langer van toepassing voor de begunstigen van de vrijstelling bedoeld in genoemd artikel 42, § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Btw-Wetboek.

1. De vrijstelling bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Btw-Wetboek kan enkel worden verleend aan diplomatieke missies, consulair posten en hun personeel (hierna begunstigde genoemd) die zich op deze vrijstelling kunnen beroepen onder de voorgeschreven voorwaarden en beperkingen en op basis van een regelmatige factuur aan hem uitgereikt:

- a) door de leverancier of dienstverrichter
- b) of eventueel door een derde die in naam en voor rekening van voormelde leverancier of dienstverrichter optreedt.

In elk geval moet voor elk belastbaar feit de identiteit van de begunstigde die zich op de vrijstelling beroept worden aangetoond. Om die reden zijn (anonieme) kastickets op basis van dewelke een verzamel factuur wordt opgemaakt niet afdoende; in dat geval dienen andere geldige documenten ter staving (bijvoorbeeld betalingsdocumenten) voorgelegd te worden.

Op deze factuur mogen hoogstens de handelingen van één kalendermaand worden vermeld; indien de handelingen plaatsvonden gedurende een langere periode dient bijgevolg minstens één factuur te worden uitgereikt per tijdvak van een maand.

Om de vrijstelling te kunnen toepassen moet een minimumbedrag worden bereikt van 125 EUR, excl. btw, voor officieel gebruik en 50,00 EUR, excl. btw, voor persoonlijk gebruik, per levering of per dienstverrichting, dezelfde dag bij dezelfde leverancier of dienstverrichter.

De drempels voor officieel en persoonlijk gebruik zullen tegen uiterlijk 31 december 2018 worden geëvalueerd, rekening houdende met de economische en budgettaire omstandigheden. In het kader van deze evaluatie zal worden nagegaan of er voor bepaalde productcategorieën een plafond moet worden ingevoerd.

2. Voor elke goedgekeurde aanvraag n.a.v. een belastbare handeling waarbij de vrijstelling van btw wordt ingeroepen op basis van artikel 42, § 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Btw-Wetboek moet de gemachtigde onderneming systematisch volgende gegevens verwerken en bewaren gedurende de periode voorgeschreven in het infime van de punten 2, 9 en 11 hierna, en ten allen tijde de volgende informatie elektronisch kunnen verstrekken aan de bevoegde dienst van de FOD Financiën:

- a) dossiernummer en naam van de begunstigde zoals geregistreerd door de Directie van het Protocol van de FOD Buitenlandse Zaken, alsook zijn adresgegevens;
- b) in voorkomend geval, begin- en einddatum van de functie van de begunstigde;
- c) het btw-identificatienummer voorafgegaan door de letters BE, benaming en adres van de belastingplichtige die de belastbare handeling heeft verricht;
- d) dossiernummer en naam van de bevoegde persoon indien de begunstigde een door de Directie van het Protocol van de FOD Buitenlandse Zaken erkend organisme is;
- e) datum en nummer van de factuur;
- f) verificatienummer (is de rechtstreekse elektronische controle door de FOD Financiën waarbij de vrijstelling van de transactie is toegestaan) en datum;
- g) per belastbare handeling, het bedrag aan btw en de maatstaf van heffing waarvoor vrijstelling wordt verleend;
- h) het totaal bedrag van de factuur (inclusief btw);
- i) een omschrijving van de aard van de aangekochte goederen en/of diensten, volgens de door de bevoegde dienst van de FOD Financiën bepaalde en vooraf gedefinieerde categorieën door middel van de hierna vermelde codes:

Code A	OFFICIEEL GEBRUIK Categorie	Code B	PERSOONLIJK GEBRUIK Categorie
1	TV & audio	1	Kleding
2	Electro (wasmachine, koelkast ...)	2	Schoenen
3	Multimedia (computer, ...)	3	Kinderartikelen

Code A	OFFICIEEL GEBRUIK Categorie	Code B	PERSOONLIJK GEBRUIK Categorie
4	Telefonie (telefoon, gsm, smartphone...)	4	Juwelen en horloges
5	Meubels en inrichting	5	Tassen, koffers & accessoires
6	Alarminstallatie (roerend en onroerend)	6	Cosmetica en parfum
7	Huishoudartikelen	7	TV & audio
8	Bureauartikelen	8	Electro (wasmachine, koelkast ...)
9	Boeken en tijdschriften	9	Multimedia (computer, ...)
10	Vervoermiddelen (indien geen inschrijving DIV vereist)	10	Telefonie (telefoon, gsm, smartphone... met uitsluiting van de communicatiediensten)
11	Wisselstukken vrijgestelde goederen	11	Meubels en inrichting
12	Gereedschap en tuigerei	12	Alarminstallatie (mobiel)
13	Diensten mbt vrijgestelde goederen	13	Huishoudartikelen
14	Diensten – verhuis	14	Bureauartikelen
15	Diensten – werken aan officiële gebouwen (*)	15	Boeken en tijdschriften
16	Diensten – huur vervoermiddelen op korte termijn	16	Vervoermiddelen (indien geen inschrijving DIV vereist)
17	Diensten – sociaal secretariaat	17	Wisselstukken vrijgestelde goederen
18	Diensten van vertalers en tolken	18	Optiek (monturen, glazen op sterkte, lenzen, verrekijkers etc. en onderhoudsproducten)
19	Diensten van advocaten en notarissen die betrekking hebben op vrijgestelde goederen en diensten	19	Gereedschap en tuigerei
20	Diensten – opleiding	20	Sport en vrije tijd
21	Deelname aan seminaries	21	Diensten mbt vrijgestelde goederen
22	Diensten van interimkantoren	22	Diensten — persoonlijke verzorging
		23	Diensten — verhuis
		24	Diensten van advocaten en notarissen die betrekking hebben op vrijgestelde goederen en diensten
		25	Diensten — opleiding

\* : voor zover de maatstaf van heffing het bedrag van 2.500,00 eur niet overschrijdt

De bevoegde dienst van de FOD Financiën moet te allen tijde een elektronische en directe toegang hebben tot het IT-systeem van de gemachtigde onderneming, waarin de voormelde gegevens worden verwerkt en bewaard, en dit gedurende een termijn van 7 jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op hun datum.

In geval van overmacht, meer bepaald in het geval het IT-systeem van de gemachtigde onderneming een elektronische en directe toegang tot de betreffende informatie door de bevoegde dienst van de FOD Financiën uitzonderlijk en tijdelijk niet zou toelaten, dienen de gevraagde gegevens, op eenvoudig verzoek van deze laatste, door de gemachtigde onderneming te worden aangeleverd in een tekstleesbaar formaat uiterlijk binnen de 7 werkdagen volgend op elk verzoek daartoe. Dit verzoek kan mondeling, schriftelijk of via mail gebeuren.

Voor de elektronische archivering van de verwerkte facturen en uitgereikte E-certificaten geldt een bewaartermijn van 7 jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op hun datum.

3. In het IT-systeem van de gemachtigde onderneming moeten minimaal de volgende directe controles en functionaliteiten zijn ingebouwd:

a) de automatische en systematische verificatie of de begunstigde als dusdanig is geregistreerd door de Directie van het Protocol van de FOD Buitenlandse Zaken en zich kan beroepen op een btw-vrijstelling (o.m. door vergelijking met de lijst van de begunstigten die op verzoek van de FOD Financiën werden geblokkeerd);

b) de automatische en systematische verificatie van de geldigheid van de structuur van het btw-identificatienummer;

c) de automatische en systematische verificatie van de vastgestelde perken van de vrijstelling, waaronder de noodzaak om over een regelmatige factuur te beschikken;

d) de detectie van mogelijke knipperlichten, zoals de inconsistentie tussen maatstaf van heffing en het bedrag aan btw, een abnormale frequentie van belastbare handelingen door de begunstigde binnen een korte tijdspanne, significante bedragen op de facturen, het dubbel gebruik van verantwoordingsstukken met het oog op het verkrijgen van een onterechte dubbele terugbetaling (om deze reden zal de gemachtigde onderneming in dat geval op de factuur een duidelijke vermelding aanbrengen als de btw werd terugbetaald),...

4. De in artikel 42, § 3, eerste lid, van het Btw-Wetboek bedoelde diplomatieke missies en consulaire posten worden door de gemachtigde onderneming geïnformeerd over alle aansluitingen bij de gemachtigde onderneming voor officieel gebruik of voor persoonlijk gebruik door een begunstigde die wegens zijn functie bij één van bedoelde diplomatieke missies en consulaire posten zich kan beroepen op de in artikel 42, § 3, eerste lid, 2°, van het Btw-Wetboek bedoelde btw-vrijstelling. Deze kennisgeving gebeurt minstens één maal per maand.

Door het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst machtigt de begunstigde een gemachtigde onderneming naar keuze om de E-certificaten op te stellen en de betaalde btw-gelden terug te vorderen van de leverancier of dienstverrichter, en dit voor de handelingen waarvoor een E-certificaat mag worden gevraagd.

Binnen het kader van onderhavig bericht bepalen de partijen onderling welke diensten deze samenwerkingsovereenkomst bevat, met dien verstande dat de uitreiking van een E-certificaat en de terugbetaling van de btw-gelden aan de begunstigde deel uitmaken van een basisdienst die elke gemachtigde onderneming kosteloos verstrekt.

Om eventueel dubbel gebruik te vermijden kan er door elke begunstigde slechts één samenwerkingsovereenkomst tegelijkertijd afgesloten worden met maximum één gemachtigde onderneming. Indien een begunstigde wenst te veranderen van gemachtigde onderneming dient een overgangstermijn te worden gerespecteerd van 2 maanden volgend op maand waarin de kennisgeving aan de gemachtigde onderneming plaatsvond.

Na het verstrijken van deze 2 maanden worden alle handelingen ongeacht hun datum behandeld door de nieuwe gemachtigde ondernemer.

De voormelde procedure tot het sluiten of wijzigen van een samenwerkingsovereenkomst dient expliciet te worden opgenomen in de samenwerkingsovereenkomst zelf. Op de datum van de inwerkingtreding van deze mededeling moeten bestaande overeenkomsten worden vernieuwd met expliciete verwijzing naar de bepaling van deze mededeling.

Elke gemachtigde onderneming is ertoe gehouden de administratie onverwijld in kennis te stellen van:

- elke opzegging van een samenwerkingsovereenkomst met een begunstigde;
- elke nieuwe samenwerkingsovereenkomst die zij sluit met een begunstigde.

Het eventueel gelijktijdig optreden van verschillende gemachtigde ondernemingen voor eenzelfde begunstigde heeft tot gevolg dat de vrijstelling bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1° en 2°, van het Btw-Wetboek niet kan worden toegepast. In dat geval zal de bevoegde autoriteit op basis van de voorgelegde samenwerkingsovereenkomsten beslissen welke gemachtigde onderneming mag optreden voor de begunstigde.

De gemachtigde ondernemingen bezorgen de bevoegde dienst van de FOD Financiën een bestand met de bij hen aangesloten begunstigten en de startdatum van de overeenkomst. De startdatum van de overeenkomst kan niet vallen vóór de datum waarop de eerste machtiging werd afgeleverd.

5. Voor elke goedgekeurde aanvraag informeert de gemachtigde onderneming de begunstigde dat het E-certificaat werd bezorgd aan de betrokken leverancier of dienstverrichter tot staving van zijn boek voor uitgaande facturen, als rechtvaardiging voor het niet betalen van de btw.

6. Het E-certificaat bevat minimaal de volgende gegevens:

- a. A1 - Verificatiecode + datum
- b. B11 - Naam begunstigde
- c. B12 - Dossiernummer
- d. B13 - Straat, nr., postnummer, gemeente
- e. B21 - Naam leverancier of dienstverrichter
- f. B22 - Btw-nummer leverancier of dienstverrichter voorafgegaan door de letters BE
- g. B23 - Straat, nr., postnummer, gemeente
- h. C1 - Vermelding van de categorie van de aangekochte goederen en/of diensten (cfr. punt 2i).
- i. C2 - Datum factuur
- j. C3 - Factuurnummer
- k. C4 - Maatstaf van heffing
- l. C5 - Bedrag van de btw
- m. De naam van de gemachtigde onderneming, en het nummer en de datum van de vergunning
- n. Een internetadres waarop de authenticiteit van het document kan worden geverifieerd middels een verificatiecode

o. De contactgegevens van de bevoegde dienst van de FOD Financiën

7. Het E-certificaat vermeldt dat:

- a) het document één van de voorgeschreven documenten is die een aanvraag om btw-vrijstelling formaliseren;
- b) de in B21 vermelde leverancier of dienstverrichter moet op het E-certificaat nagaan dat:
  - de goederen en/of diensten in aanmerking komen voor de gevraagde btw-vrijstelling (zie lijsten van uitgesloten goederen en diensten);
  - de geadresseerde van de factuur overeenstemt met de in B11 vermelde begunstigde en hij ook de werkelijke koper is;
  - de in B13 vermelde adresgegevens overeenstemmen met de gegevens vermeld op de factuur en, in voorkomend geval, het leveringsadres;
  - m.b.t. tot het onderhoud, de herstelling of de accessoires voor een motorvoertuig dat verplicht moet worden ingeschreven bij de DIV, een kopie van het inschrijvingsbewijs van het voertuig werd bijgevoegd, dat in rubriek Code (E of E.1), naast of onder het chassisnummer, een code vermeldt eindigend op 4 of 5.

8. Door het afsluiten van een samenwerkingsakkoord met de gemachtigde onderneming voor de afhandeling van de vrijstellingsprocedure draagt deze laatste, onverminderd of het al dan niet om een basisdienst gaat zoals omschreven in punt 4, derde lid van onderhavig bericht, een grote verantwoordelijkheid ten overstaan van de begunstigde of de leverancier of dienstverrichter voor de controle van de integriteit en de juistheid van de inhoud van het E-certificaat, op basis van de verificatie of de belastbare handeling en de op basis daarvan uitgereikte factuur voldoet aan de wettelijke vereisten. Indien wordt vastgesteld dat de gemachtigde onderneming systematisch fouten maakt, kan haar machtiging al dan niet voor onbepaalde tijd worden ingetrokken.

De door de gemachtigde onderneming bekomen gegevens over de begunstigten en hun aankopen in het kader van de uitvoering van onderhavige procedure voor het opstellen van een E-certificaat mogen enkel in dit kader worden gebruikt.

9. De gemachtigde onderneming stelt voor iedere leverancier of dienstverrichter en per begunstigde een overzicht op van de ontvangen btw van de leverancier of dienstverrichter en de aan de begunstigde doorgestorte bedragen aan btw, met de daaraan gekoppelde E-certificaten of waarvoor nog geen btw werd terugbetaald aan de gemachtigde ondernemer.

Dit overzicht wordt maandelijks, uiterlijk de 5de werkdag van de maand volgend op deze waarin de factuur door de gemachtigde onderneming werd ontvangen, rechtstreeks toegestuurd aan de respectievelijke leverancier of dienstverrichter, teneinde deze laatste toe te laten voor de door hem uitgevoerde handelingen de rechtsgeldigheid van de uitgereikte E-certificaten te verifiëren en aan te wenden voor zijn fiscale verplichtingen. Enkel het E-certificaat met betalingsbewijs van de doorgestorte btw aan de gemachtigde onderneming kan aangewend worden door de leverancier of dienstverrichter om de vrijstelling van btw aan te tonen.

De gemachtigde onderneming bezorgt de begunstigde een overzicht van de handelingen waarvoor hij is tussengekomen voor het opmaken van een E-certificaat met vermelding of de btw reeds werd doorgestort of niet. Dit overzicht wordt maandelijks, uiterlijk de 5de werkdag van de maand volgend op deze waarin het certificaat werd uitgereikt rechtstreeks toegestuurd aan de begunstigde.

De bevoegde dienst van de FOD Financiën wordt eveneens geïnformeerd binnen dezelfde termijnen van bovengenoemde gegevens.

Bedoelde verantwoordingsstukken zijn eveneens onderhevig aan de bewaringstermijn van 7 jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op hun datum.

10. De door de leverancier of dienstverrichter ontvangen btw op handelingen waarvoor de toepassing van de vrijstelling bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1° of 2° van het Btw-Wetboek wordt gevraagd door middel van een E-certificaat, dient te worden doorgestort aan de gemachtigde onderneming op een bankrekening op haar naam uiterlijk tegen het einde van de tweede maand volgend op de maand waarin de belastbare handeling plaatsvond.

Ondanks dit samenwerkingsakkoord moet de btw rechtstreeks terugbetaald worden door de leverancier of dienstverrichter aan de begunstigde in de gevallen waar de vrijstelling onderhevig is aan de validatie van het Certificaat voor vrijstelling van btw en/of accijnzen door de bevoegde dienst binnen de FOD Financiën, en mag geen E-certificaat worden opgesteld. Dit is het geval voor:

- aankoop van motorvoertuigen
- aankoop van nieuwe officiële gebouwen, vestiging van zakelijke rechten op en werk in onroerende staat aan deze gebouwen
- doorlopende leveringen water, gas, elektriciteit en de diensten van telecommunicatie en teledistributie
- de leveringen van goederen en diensten die betrekking hebben op officiële evenementen, alsook de leveringen van voedsel en dranken en de restaurant- en cateringdiensten
- btw op vastgoedlasten van officiële gebouwen voor zover de belastingplichtige die optreedt als syndicus zonder recht op aftrek op de genoemde lasten (beslissing E.T.75.574 van 06.06.1999)
- levering van goederen en de diensten die ogenschijnlijk wegens hun aard niet voor het officieel gebruik in aanmerking kunnen komen (bv. kleding)
- levering van goederen en de diensten voor officieel gebruik door ereconsulaten (beslissing E.T.82.321 van 12.04.2007).

11. Wanneer hiervoor genoemde termijnen niet werden gerespecteerd, bijvoorbeeld omdat o.a. de factuur laattijdig werd uitgereikt of bezorgd aan de gemachtigde ondernemer of wanneer het E-certificaat te laat werd bezorgd aan de leverancier of dienstverrichter, dan moet de terugbetaling gebeuren uiterlijk tegen de laatste dag van de maand volgend op de maand waarin het E-certificaat werd bezorgd.

De gemachtigde onderneming die in uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst andere diensten dan de basisdienst aanbiedt, zoals omschreven in punt 4, derde lid van onderhavig bericht, dient op haar beurt de ontvangen btw van de leverancier of dienstverrichter binnen de zeven (7) werkdagen na ontvangst door te storten aan de begunstigde.

De gemachtigde onderneming die in uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst enkel de basisdienst verleent, zoals omschreven in punt 4, derde lid van onderhavig bericht, dient op haar beurt de ontvangen btw van de leverancier of dienstverrichter binnen de zes (6) maanden na ontvangst door te storten aan de begunstigde.

Indien wordt vastgesteld dat de gemachtigde onderneming systematisch deze termijnen overschrijdt, kan haar machtiging al dan niet tijdelijk worden ingetrokken.

Alle terugbetalingen in dit kader gebeuren via een bankrekening op naam van de begunstigde en in geen geval in baar geld.

E-certificaten en de terugbetaling van de btw op basis ervan kunnen enkel betrekking hebben op handelingen van het lopende jaar en het jaar daarvoor.

Voor beide handelingen, dus zowel de opmaak van de e-certificaten als de terugbetaling van de btw, dienen de stavingsstukken te worden bewaard, respectievelijk in hoofde van de leverancier of dienstverrichter en de gemachtigde onderneming, gedurende 7 jaar vanaf de 1 januari van het jaar volgend op hun datum.

12. Ondernemingen die het statuut van gemachtigde onderneming wensen te bekomen kunnen een aanvraag tot machtiging indienen bij de volgende bevoegde dienst binnen de FOD Financiën:

FOD FINANCIËN

Algemene administratie van de fiscaliteit

Centrale diensten

Operationele expertise en ondersteuning

Dienst Internationale betrekkingen - Expertise

North Galaxy A24

Koning Albert II-laan 33, bus 25

1030 BRUSSEL

vat.diplomat@minfin.fed.be

De aanvraag moet worden ingediend minstens 3 maanden vóór de periode waarvoor een machtiging wordt gevraagd. Voor de aanvragen die worden ingediend binnen de maand na de publicatie van deze beslissing geldt deze termijn van 3 maanden niet.

De bevoegde dienst binnen de FOD Financiën gaat na of de aanvrager aan de hogervermelde kwalificaties en voorwaarden voldoet. In elk geval wordt van de kandidaat-onderneming vereist (niet-limitatieve lijst):

- a. gevestigd zijn in de EU
- b. een Btw-identificatienummer hebben dat de letters BE bevat voor de toepassing van deze beslissing van ivm de elektronische verificatie van de vrijstelling van btw bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1° en 2°, van het Wetboek
- c. in orde zijn met de fiscale wetgeving
- d. geen personeel in dienst hebben dat in het bezit is van een bijzondere identiteitskaart afgeleverd door de FOD Buitenlandse Zaken



e. een bankrekening hebben op naam van de belastingplichtige aan wie hogergenoemd btw-identificatienummer werd toegekend

f. de bestuurders mogen niet in falings toestand zijn of in staat van onvermogen. De gemachtigde onderneming moet het aandeelhoudersregister of de lijst van uiteindelijke belanghebbenden (UBO-register) van minimaal de laatste vijf boekjaren voorleggen bij de aanvraag tot machtiging of op eenvoudig verzoek van de administratie. De aandeelhouders van de gemachtigde onderneming mogen geen strafrechtelijke veroordeling en/of een beroepsverbod hebben opgelopen, of betrokken zijn in een faillissements- of insolventieprocedure.

g. de samenwerkingsovereenkomsten moeten in overeenstemming met deze beslissing zijn opgemaakt, de Wet 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens in acht nemen en vermelden dat de verzamelde gegevens enkel zullen worden gebruikt voor de toepassing van de vrijstelling en onder geen beding zullen worden doorverkocht of ter beschikking gesteld van derden.

h. het E-certificaat wordt opgesteld volgens het door de bevoegde autoriteit ter beschikking gesteld model.

i. de kandidaat-onderneming moet de nodige voorzieningen getroffen hebben om:

- de maandelijks overzichten op te stellen.

- aan de bevoegde autoriteit de klanten mee te delen met wie een samenwerkingsovereenkomst werd opgesteld en de wijzigingen

- alle informatie waarover ze beschikt afdoende te beveiligen voor derden

De machtiging wordt desgevallend voor een maximumperiode van ten hoogste zes opeenvolgende kalenderjaren toegestaan, en zal over drie achtereenvolgende erkenningen worden gespreid:

- 2 jaar voor de eerste machtiging met een maximum geldigheid tot 31 december van het jaar volgend op het jaar van de aflevering van de eerste machtiging

- 4 jaar voor de tweede machtiging geldig tot 31 december van het 4e jaar volgend op het jaar van de aflevering.

- 6 jaar vanaf de derde machtiging geldig tot 31 december van het 6e jaar volgend op het jaar van de aflevering.

De procedure voor een hernieuwing van de machtiging is dezelfde als die voor de eerste aanvraag tot machtiging.

Na de derde machtiging wordt de erkenning desgevallend telkens voor een periode van 6 jaar toegekend.

De bevoegde dienst binnen de FOD Financiën kan te allen tijde een gemotiveerd voornemen tot intrekking van de machtiging nemen als de elementen van de machtigingsaanvraag grondig wijzigen of een of meer van de voor de machtiging vastgestelde kwalificaties en voorwaarden niet meer vervuld zijn. De bevoegde dienst binnen de FOD Financiën betekent in dat geval het gemotiveerd voornemen tot intrekking van de machtiging per aangetekende brief aan de gemachtigde onderneming. Als de gemachtigde onderneming geen voldoende gevolg geeft aan de aldus geformuleerde opmerkingen kan de bevoegde dienst binnen de FOD Financiën per aangetekende brief de machtiging tijdelijk of definitief intrekken.

De bevoegde dienst binnen de FOD Financiën kan de machtiging eveneens stopzetten op verzoek van de gemachtigde onderneming. Gebeurt de stopzetting op verzoek van de gemachtigde onderneming, dan moet dit minimaal twee maanden voor de werkelijke stopzetting per aangetekende brief aan de bevoegde dienst binnen de FOD Financiën worden gemeld. Tot de effectieve stopzetting staat de gemachtigde onderneming in voor de continuïteit van de dienstverlening.

De bepalingen van dit bericht zijn van toepassing vanaf 1 augustus 2017.

Tot en met 31 december 2017 wordt een overgangperiode voorzien die de diplomatieke missies, consulaire posten en hun personeel moet toelaten om zich aan te passen aan deze bepalingen. Vanaf 1 januari 2018 zijn de documenten 450 en 451 geen geldige verantwoordingsstukken meer voor de toepassing van de vrijstelling bedoeld in artikel 42, § 3, eerste lid, 1° en 2° van het Wetboek.

Dit bericht vervangt het bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* op 14 mei 2014.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publication prescrite par l'article 770  
du Code civil*

[2017/55478]

### Succession en déshérence de Boudart, Carmen Andrée

Mme Boudart, Carmen Andrée, née à Binche le 21 mai 1936, veuve de M. Dejonghe, Léon, domiciliée à 5000 Namur, avenue de la Plante 10/4, est décédée à Eghezée le 4 avril 2011, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale - Services patrimoniaux tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur, a, par ordonnance du 11 mai 2016, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 21 juin 2017.

L'administrateur des Services patrimoniaux,  
Mme Jungers, Dominique

(55478)

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770  
van het Burgerlijk Wetboek*

[2017/55478]

### Erfloze nalatenschap van Boudart, Carmen Andrée

Mevr. Boudart, Carmen Andrée, geboren te Binche op 21 mei 1936, weduwe van de heer Dejonghe, Léon, wonende te 5000 Namen, avenue de la Plante 10/4, is overleden te Namen op 4 april 2011, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie - Patrimoniumdiensten, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij bevelschrift van 11 mei 2016, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 21 juni 2017.

De administrateur van de Patrimoniumdiensten,  
Mevr. Jungers, Dominique

(55478)